



COMBAT OUVRIER

Journal communiste révolutionnaire (trotskyste)

Paraît toutes les 2 semaines - SAMEDI 22 NOVEMBRE 2025 - n° 1360

PRIX : 1 €

ÉDITORIAL

À bas les interventions militaires de l'impérialisme américain en Caraïbes !

Le 16 novembre est entré dans la mer des Caraïbes l'un des navires de guerre les plus sophistiqués et imposants qui existe, le porte-avion américain USS Gerald R. Ford.

Il complète avec ses 4000 hommes et ses trois destroyers une flotte américaine d'une dizaine de navires proche des côtes vénézuéliennes.

Le contre-amiral Paul Lanzilotta, qui commande le groupe de frappe du porte-avions USS Gerald R. Ford, a déclaré que cette présence « *renforcera les capacités existantes pour protéger la sécurité et la prospérité de notre nation [les États-Unis] contre le narcoterrorisme* ».

Prétendument pour lutter contre le trafic de drogue, l'armée américaine a réalisé entre septembre et le 16 novembre, au moins 21 frappes sur des bateaux. Le 16 novembre sur une embarcation bombardée, quatre morts portent à 76 le nombre de tués par l'armée US.

Proche des côtes colombiennes et de Trinidad et Tobago, les marins-pêcheurs ont peur d'être pris pour cible, et pour cause : aucune preuve à l'appui ne démontre que les personnes tuées étaient des narcotrafiquants.

Trump joue sur le fait que la drogue fait des ravages aux USA. Mais la plupart des décès liés à la drogue aux USA sont causés par le Fentanyl venant du Mexique transporté par voie terrestre

et non par voie maritime.

La présence militaire renforcée dans la région cherche à s'attaquer surtout au Venezuela. Mais la Colombie et le Mexique sont dans le collimateur.

Les USA ont trouvé un allié dans le gouvernement de Trinidad et Tobago îles proches du Venezuela. Ils menacent ouvertement ce dernier pays. Ils veulent se débarrasser du dirigeant actuel, Nicolas Maduro, qui échappe au total contrôle de l'impérialisme américain, dans la lignée de Chavez.

L'impérialisme poursuit une politique séculaire d'intervention dans les Caraïbes, qu'il a toujours considérées comme son arrière-cour. C'est ainsi qu'il est intervenu en 1898 à Cuba, en 1965 à Saint-Domingue, et qu'il a envahi en 1983 l'île de la Grenade dont le régime n'était plus à sa botte.

En 1989 « la guerre contre la drogue » de Washington fut aussi un prétexte pour faire débarquer au Panama les soldats américains qui liquidèrent un dictateur ayant refusé d'obéir aux ordres des États-Unis. Au passage des milliers de Panaméens furent tués par l'armée américaine.

En réponse aux frappes US

le Venezuela a lancé des exercices militaires début septembre et mobilise massivement dans le pays. Maduro prétend pouvoir déployer 200 000 militaires pour une lutte armée.

L'impérialisme américain veut maintenir sous sa coupe des régimes qui échappent même légèrement à son contrôle direct. Au Venezuela les concessions faites pour ouvrir le pays au pillage des capitalistes américains dans les secteurs pétroliers et miniers ne suffisent pas. Les États-Unis veulent mettre au pas tous ceux qui envisageraient de se révolter. Une importante opposition existe contre Maduro au sein de la population vénézuélienne, Trump tente de s'appuyer sur elle pour faire chuter le régime. Ce qui n'exclut pas le risque d'une intervention de guerre directe et frontale.

Peu de voix s'élèvent contre la présence des navires de guerre. Seule la Première ministre de la Barbade, Mia Mottley, a dénoncé la politique actuelle de Trump dans les Caraïbes.

L'ombre de la guerre s'étend au niveau mondial au point de frapper maintenant à nos portes !

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire en Martinique et en Guadeloupe.

Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe.

Pour la reconstruction de la IV^e internationale.

Martinique

Un procès colonial !



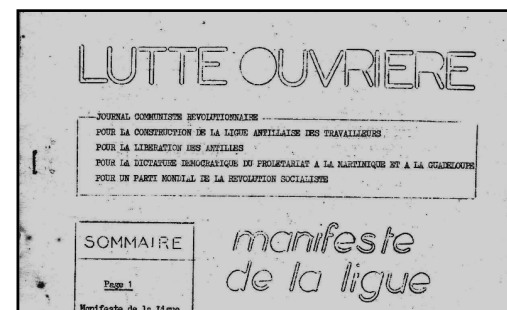
LIRE p. 2

Guadeloupe

Grève à la cuisine centrale de Rest'Antilles

LIRE p. 2

Il y a 60 ans, la fondation de la Ligue antillaise des travailleurs communistes



LIRE p. 6

Martinique

Un procès colonial !

Le 17 novembre le tribunal devrait prononcer son verdict envers les onze militants accusés d'avoir déboulonné quatre statues, symboles du colonialisme à Fort-de-France.

L'affaire remonte à juillet 2020. Deux statues de Victor Schœlcher, celle de l'ex-impératrice Joséphine de Beauharnais et celle du colon Pierre Belain D'Esnambuc, avaient été successivement renversées de leur piédestal et détruites par un groupe de militants. Cinq années plus tard, le procès a eu lieu les 5, 6 et 7 novembre

au tribunal judiciaire de Fort-de-France. Les prévenus, leurs avocats et de nombreux témoins, ont dénoncé un procès colonial. Ils ont utilisé la tribune pour faire le procès du colonialisme. À tel point qu'à la fin du procès le procureur n'a pas prononcé de réquisitoire, laissant aux magistrats la liberté de se prononcer ou pas sur une peine.

Dans la population, l'avis qui revenait souvent était qu'« un tel procès n'est pas normal ». D'autant que cette justice s'en prend une fois de plus à des militants mais ne condamne toujours pas les riches capitalistes békés pour avoir empoisonné les terres au chlordécone. **DH** : Le lundi 17 novembre, le tribunal de Fort-de-France s'est

prononcé pour la relaxe de neuf militants. Les deux qui ont été reconnus coupables ont été dispensés de peine. Leurs avocats ont expliqué que dans cette affaire ils avaient été reconnus comme militants politiques et qu'ils devaient bénéficier de la liberté d'expression. C'est pour eux une victoire. ■

Diabète et pauvreté

Le diabète touche une personne sur dix en Martinique et en Guadeloupe.

Le taux de diabète dans les deux îles est presque deux fois plus élevé qu'en France. Des recherches sont effectuées sur les causes liées au passé esclavagiste et colonial de ces territoires. Mais rien n'est encore prouvé sur ces éventuelles causes. En Guadeloupe et en Martinique le taux de diabète dépasse les 11 %. Il est voisin de celui de la population mondiale, qui est aussi de 11 %. On connaît aujourd'hui l'effet addictif du sucre. On connaît aussi les maladies que l'excès de sa consommation peut entraîner : obésité et diabète.

L'injustice sociale consiste dans le fait que l'organisation commerciale est agressive et étudiée pour vendre tous ces produits (trop) sucrés au détriment de la santé et du porte-monnaie des classes laborieuses. Aux Antilles, comme en France et dans le monde, les plus pauvres sont plus touchés par le diabète. Les petits budgets n'ont d'autre choix que de se tourner vers la nourriture malsaine. Pour endiguer la progression de la maladie, il faudrait que les classes laborieuses aient les moyens de se nourrir sainement et pour cela il faudra se battre.



Prise de la glycémie, un geste bien connu par de nombreux Antillais.

Le point de félicité

Le point de félicité, c'est la combinaison précise de sucre, de gras et de sel qui maximise le plaisir en bouche. Pour la trouver, les industriels testent le cerveau : ils mesurent,

par IRM ou suivi de la dopamine, comment le centre de la récompense réagit. Plus ce centre s'active, plus nous avons envie de reprendre une bouchée. Les re-

cettes sont alors ajustées pour rendre les produits irrésistibles. La science sert ici à pousser à consommer et à faire des profits, sans se soucier des dégâts sur la santé

des travailleurs et des classes populaires qui sont les premiers consommateurs de ces produits dits « ultra transformés ».

Guadeloupe

Grève à la cuisine centrale de Rest'Antilles

Les salariés sont en grève depuis mercredi 12 novembre. Ils ont élu un comité de grève. Ils produisent 5000 repas jour

pour les cantines scolaires avec une seule marmite en état de fonctionner et ont décidé d'arrêter d'user leur santé tant

qu'ils n'auront pas de matériel pour travailler. Après deux jours de grève, un accord avait été trouvé pour la reprise du travail

à condition qu'une marmite soit réparée. Le patron a annoncé qu'il n'en sera rien. La grève continue !

Au CHU la situation s'enlise

Cela fera bientôt six semaines que le personnel du CHU affilié à l'UTS-UGTG est en grève pour dénoncer les mauvaises conditions de travail dans les

services de la buanderie et des brancardiers. Il réclame aussi le retour du docteur Larifla à son poste en cardiologie. Le préfet a envoyé les forces de police pour

libérer les entrées de l'hôpital occupées par les grévistes. Cela n'a pas empêché le personnel de continuer la grève. Le président du Conseil départemental Guy

Losbar est intervenu pour qu'il y ait des négociations mais la direction refuse de négocier. Le personnel a décidé de poursuivre sa grève.

Hôtellerie : des emplois menacés

Les employés des hôtels Zénitude (ex Salako) et l'Auberge de la Vieille tour au Gosier sont menacés de perdre leur emploi. L'Auberge est

sur le point de vendre une partie de ses chambres et Zénitude s'apprête à licencier du personnel. Une centaine de salariés sont menacés de

perdre leur emploi. Zenitude ne payait pas les loyers à la SEM patrimoniale, propriétaire du terrain et des bâtiments. Encore une fois, ce sont les

travailleurs, déjà précaires pour beaucoup, qui vont payer la facture. ■

Carrière de Deshaies

Les tirs d'exploration autorisés par arrêté préfectoral le 11 juin dernier, se poursuivent. Ils entrent dans le cadre d'une « sécurisation du site en vue d'une réouverture ».

La carrière, située à Savane Paille, est exploitée par la SADG, société du groupe français Audemard, qui possède aussi des carrières en Martinique et Guyane. Elle produit des matériaux tels gravier, sable, tuf, utilisés dans la construction et les travaux publics.

Début décembre 2024, un pan entier de montagne s'est effondré, la route a été détruite ainsi qu'une maison et d'autres habitations ont été endommagées. Les habitants ont été délogés. Le 15 janvier 2025, la cour d'appel a confirmé la suspension de l'activité vu sa dangerosité. Mais en

juin, les tirs ont repris, avec l'autorisation du préfet. Entre septembre 2021 et novembre 2024, 41 tirs d'exploitation avaient été effectués. Un expert diligenté par le tribunal avait conclu à la responsabilité de la SADG car l'effondrement est dû aux vibrations consécutives

aux tirs et aux conditions d'exploitation. De gros camions et engins circulaient aussi sur la route d'accès, fragilisant les environs. Les tirs d'exploration et la perspective d'une réouverture de la carrière constituent un nouveau danger d'effondrement.

L'eau : aggravation régulière

Près d'un mois d'interdiction de consommation de l'eau à Basse-Terre pour cause de pollution bactériologique : voilà le quotidien infligé à des milliers de travailleurs. Le SMGEAG prétend aujourd'hui que « tout est revenu à la normale », mais rien n'est réglé.

Derrière chaque crise, c'est la même réalité : un réseau pourri, des infrastructures abandonnées, et une population sommée de payer les conséquences. Les déclarations des responsables politiques qui annoncent des « mesures fortes », ou se

complaignent à dire qu'ils ont déjà fait, n'y changent rien. La situation n'est pas en train de s'arranger, même petit à petit. Au contraire, elle s'aggrave. Pendant un mois, les habitants de l'Allée des Immortels et de l'avenue des Pères Dominicains

ont dû se débrouiller. D'autres quartiers, qui jusqu'ici, ne subissaient pas ou peu les coupures d'eau, y sont aujourd'hui sujets régulièrement. Les autorités se sont contentées d'excuses. La Guadeloupe continue de subir l'héritage d'une gestion capita-

liste et coloniale de l'eau. Face à ce problème qui s'aggrave, c'est la mobilisation populaire qui imposera les investissements massifs nécessaires, un contrôle public réel et la fin du mépris envers les classes populaires de l'archipel.

Notre vente de repas à Capesterre-Belle-Eau

Samedi 15 novembre, le repas de Combat ouvrier à Capesterre-Belle-Eau a eu lieu chez le camarade Jean-Marie Nomertin.

Près de deux cents personnes sont passées prendre un repas, certaines sont restées sur place dans une ambiance très convi-

viale ! Nous tenons à remercier toutes les personnes qui sont venues nous soutenir en achetant un repas, en donnant un coup de

main, tous ceux qui nous ont fait des dons pour les ingrédients et bien sûr tous nos camarades qui ont préparé le repas !

Martinique

L'INSEE publie les chiffres du profit

Pour l'année 2023, l'INSEE, Institut National des Statistiques et Études Économiques, chiffre le profit des entreprises de Martinique à 1 milliard 200 millions d'euros.

Pour un si petit territoire, on peut en être surpris. On peut surtout se dire qu'avec tant de profits, il y a de l'argent pour payer des augmentations de salaire ou des embauches. 1,2 milliard, voilà qui permettrait de payer

26 000 salariés à 2000 € net par mois pendant un an avec le 13ème mois. Cet argent se trouve dans les caisses du patronat. Alors, pendant que les capitalistes envoient leurs représen-

tants pleurnicher devant les caméras parce qu'ils ne trouvent pas de travailleurs à embaucher, c'est la main sur le portefeuille qu'ils refusent d'embaucher. Les travailleurs n'ont pas à accepter ces conditions. La trans-

parence des comptes de l'entreprise, l'interdiction de licenciement et la rémunération à 2 000 euros net, c'est le minimum.

Epignlés pour des petits arrangements !

Les 17, 19 et 20 novembre, Serge Letchimy, président du Conseil exécutif de la CTM et Didier Laguerre, maire de Fort-de-France sont jugés devant le tribunal judiciaire de Paris.

Ils sont poursuivis pour recel et détournement de fonds publics. Avec Yvon Paquit et l'ancien directeur général des services de la ville Max Bunod, ils sont tous quatre convoqués au parquet financier de Paris. Il leur est reproché d'avoir constitué un montage administratif pour offrir une retraite dorée au président de la Collectivité territoriale en la personne de Serge Letchimy. Alors qu'il était en disponibilité, à cause de ses différents mandats, ce dernier aurait bénéficié d'un avantageux plan de

réintégration dans son ancien emploi d'ingénieur territorial à la mairie de Fort-de-France, assorti de petits arrangements confortables. Le tout lui permettant de percevoir une coquette somme. Devant les tribunaux, les élus prévenus affirment que ce type de plan était appliqué à tout le monde ! Reste à voir ce qu'en disent les employés de mairie ! Rien d'étonnant ! Entre petits arrangements et grosse magouille, le pas est vite franchi par ceux qui, élus de

gauche, de droite ou d'extrême droite, se rapprochent du

pouvoir.



Letchimy et Laguerre bon zanmi.

Martinique

Municipales 2026 à Fort-de-France

Le 13 novembre 2025, Francis Carole, le président du Parti pour la Libération de la Martinique (PALIMA) et Béatrice Bellay, députée, membre du Parti Socialiste et représentante locale de la Fédération Socialiste de Martinique (FSM), ont publié leurs bans dans un tract commun intitulé « *i tan pou nou démaré FODFWANS* » (il est temps pour nous de libérer Fort-de-France).

Ils ont annoncé s'unir pour présenter une liste pour les Municipales à Fort-de-France en mars 2026. Une information qui n'est pas une surprise.

Pour le second tour de l'élection législative à Fort-de-France en juillet 2024, Carole avait appelé à voter en faveur de Bellay contre le député sortant, Johnny Hajjar, candidat du PPM, l'éter-

nel adversaire de Carole. Béatrice Bellay, elle aussi, s'y connaît en matière de combinaison électorale pour tenter de conquérir une place. Ainsi, pour les élections de la Collectivité territoriale de Martinique de juin 2021, elle avait scellé une union avec un ancien représentant syndical patronal, Daniel Robin, celui qui n'avait pas hésité à qualifier les travailleurs en lutte

de TOYOTA de « tontons ma-coutes ». Leur liste était intitulée Nou Ka Fè Yonn Pou Matinik » (nous ne faisons qu'un pour la Martinique). Carole et Bellay ont donc tous les deux acquis une expérience certaine en matière d'alliance électorale de circonstance, très loin des véritables préoccupations des classes populaires.



■ **Béatrice Bellay**

Dans les entreprises

Écho des hôpitaux (Martinique)

Urgences : grève suspendue, des solutions en attente !

La menace de grève illimitée des médecins urgentistes a déclenché un branle-bas de combat à l'ARS et à la direction du CHUM. Tout d'un coup, après concertation, des « avancées notables » sont devenues possibles et même budgétées. C'est tant mieux. La menace a été salutaire !

Écho des hôpitaux (Guadeloupe)

Cardiologie : le cœur y est, mais plus le souffle

Toujours en grève, toujours le même refrain : manque de moyens, service plein à craquer, et les aides-soignants obligés de jouer les infirmiers. Un infirmier pour deux aides-soignants pour tenir un service complet, surtout l'après-midi. À ce rythme, ce n'est plus la tension des patients qu'il faut surveiller, mais celle du personnel.

La voix des communaux (Abymes)

On l'a dans le baba

Lorsqu'on est en congé maladie ordinaire, notre salaire est tronqué de 10 % depuis un décret de février 2025. Concrètement, au lieu de toucher 100 % de notre traitement indiciaire, on touche 90 %. La colonne « retenues » se remplit et les chiffres négatifs sur nos fiches de paie se multiplient. Ça disparaît kòtòk !

Et ce n'est pas fini !

Nos primes aussi sont diminuées ! La prime de 40 % est réduite puisqu'elle est calculée sur la base d'un traitement indiciaire réduit. Quant à la NBI, au lieu de toucher la totalité, on touche 90 % aussi. Mis bout à bout, plus la journée de carence qui est prélevée, l'agent malade perd beaucoup d'argent.

L'écho de l'aéroport (Guadeloupe)

Dufry/Avolta : la peur changerait-elle de camp ?

Il semblerait qu'une cheffe d'équipe de la boutique, très proche de l'ancien directeur et adepte du *fann kyou*, ne soit pas très à l'aise depuis le départ de ce dernier. L'ambiance n'en est que meilleure...

Chantiers en lutte (Martinique)

Métallurgie : des salariés qui ne supportent plus l'attitude de leur patron

Le lundi 10 novembre dernier, les salariés de l'entreprise STAB qui se trouve à Ducos ont observé un droit de retrait de deux heures. Ils protestaient contre leurs mauvaises conditions de travail, et les risques pour leur santé.

Pawol a travaillé banann (Guadeloupe) Plantation Yvon Hery : il a fallu se battre !

Pour faire respecter leurs droits, les travailleurs de cette planta-

tion ont dû se battre avec détermination. Quelques jours après le transfert de leurs dossiers à l'administrateur judiciaire, sur dix travailleurs, sept ont été payés. Reste à payer trois autres qui appartiennent à Pomme Rose, une deuxième plantation « fictive » qui appartient à Yvon Hery. Seule la lutte paye !

L'écho de France Travail (Guadeloupe)

Quand France Travail fait semblant de s'occuper du chômage en Guadeloupe

La direction a diffusé en France

à grand renfort de publicité, des offres d'emploi qui soi-disant n'auraient pas pu être pourvues en Guadeloupe. Ces offres n'ont jamais été diffusées en Guadeloupe ! Cherchez l'erreur...

Sucrierie en lutte (Gardel)

Viens voir les magiciens

Il manque des pièces dans plusieurs ateliers, et la direction met la pression. Des commandes de septembre ne sont pas arrivées. Toutes les réparations sont qualifiées d'urgentes par la direction. Ce ne sont pas des outils mais des baguettes magiques qui sont nécessaires !



Guerre Kivu - Congo - Rwanda : vers la fin ?

La République démocratique du Congo (RDC) et le M23 (groupe armé actif dans le Nord-Kivu) ont signé au Qatar un accord-cadre en vue d’instaurer la paix, le 15 novembre dernier, après plusieurs années de conflit.

La cérémonie a eu lieu à Doha au Qatar. Les États-Unis, le Qatar et l’Union africaine se sont engagés depuis plusieurs mois dans des négociations pour un accord de paix. Depuis des décennies, le Nord-Kivu et le Sud-Kivu, deux provinces à l’est de la RDC, sont ravagées par des guerres à répétition et des rébellions sans fin. Depuis janvier, le groupe armé M23 qui compte des soldats rwandais, soutenu par le Rwanda, contrôle une large partie de la région du Kivu, dont la capitale est Goma. Ses membres fondateurs appartiennent à la minorité ethnique Tutsi. Elle s’est réfugiée au Congo, pays voisin du Rwanda, en juillet 1994 après le massacre des Tutsis par les Hutus. Depuis les années 1990 les conflits ont fait au moins six millions de morts et des millions de déplacés. Au milieu de ce chaos, l’extraction minière n’a jamais cessé. Le sous-sol de la République démocratique du

Congo est l’un des plus riches du monde, il regorge de diamants, pétrole, or, cuivre, cobalt, cassitérite, coltan.... Le cobalt est essentiel pour la fabrication des batteries dans l’électronique et des voitures électriques. La cassitérite et le coltan sont destinés à produire des écrans pour les téléphones portables et les ordinateurs portables. Cette exploitation a commencé depuis la colonisation avec l’arrivée des premiers européens, elle s’est poursuivie avec les chefs de guerre, les autorités congolaises, rwandaises et les capitalistes des pays impérialistes comme la Grande-Bretagne, la France ou les États-Unis. En avril, les États-Unis ont obtenu le retrait du M23 de la troisième mine d’étain au monde pour que la compagnie Alpha-min relance sa production. Les conditions de travail des centaines de milliers de mineurs, hommes, femmes et enfants, sont inhumaines. Ils creusent des puits avec de simples bêches,

risquant leur vie pour des salaires de misère. Et pourtant la valeur de la production du secteur extractif est estimée à 71,3 milliards entre 2020 et 2022 (rapport d’avril 2025 du CREFDL, Centre de recherche en finances publiques et développement local). Cet accord de paix servira surtout les intérêts des grandes

entreprises liées aux pays impérialistes. Pour la population laborieuse, il n’y a pas d’espoir d’un réel développement ou d’une véritable paix durable. Le capitalisme a transformé l’est de ce territoire en bourbier de sang au service de la fortune des milliardaires américains et européens.



Madagascar

JIRAMA en grève !

Depuis le 12 novembre, les salariés de la JIRAMA, société de distribution de l’électricité et de l’eau à Madagascar, sont en grève. En cause : la menace d’une privatisation déguisée de l’entreprise, qui impliquerait des réductions d’effectifs et la suppression de moyens, sous couvert d’un « redressement » aligné sur les exigences de la Banque mondiale.

Ces changements sont portés par le directeur général Ron Weiss, que les grévistes accusent de licenciements abusifs et d’avoir poussé les autorités à faire arrêter des syndicalistes. Ainsi, le président de l’un des syndicats à l’origine de la contestation a été interpellé le 12 novembre, tandis que le gouvernement décrétait la réquisition de tout le personnel de la JIRAMA. Cette lutte menée aujourd’hui par les travailleurs s’inscrit dans la continuité du mouvement de révolte débuté le 25 octobre dernier. La jeunesse malgache était alors descendue dans les rues pour protester contre les coupures d’eau et d’électricité, con-

séquence depuis des décennies d’une gestion opaque et frauduleuse de ce service public. La révolte s’est conclue par le départ du gouvernement d’Andry Rajoelina, remplacé par le colonel Michael Randrianirina. Pour rappel, cet officier du CAPSAT, une unité d’élite de l’armée, avait contribué à porter Rajoelina au pouvoir en 2009. Dès son arrivée à la tête de l’État, Randrianirina a nommé premier ministre, le 20 octobre, Herintsalama Rajonarivelo, un banquier d’affaires, ancien président d’un des principaux groupements patronaux malgaches. À l’issue de leur révolte en oc-

tobre dernier, les exploités ont su se faire craindre d’un pouvoir

honni. Mais il leur reste à construire leur propre force politique.



ANNONCE

LA MARCHE DE SOLIDARITÉ AVEC LE PEUPLE PALESTINIEN qui devait avoir lieu le samedi 29 novembre a dû être reportée.

Elle aura lieu le SAMEDI 20 DÉCEMBRE à 9h sur la Place de la Victoire à Pointe-à-Pitre.

Il y a 60 ans, la fondation de la Ligue antillaise des travailleurs communistes

Le 16 novembre 1965, naissait La Ligue antillaise des travailleurs communistes à Paris. Elle publiait son Manifeste de la Ligue dans son premier mensuel ronéoté du nom de Lutte ouvrière. Cette plate-forme politique regroupa un petit noyau de militants, étudiants et travailleurs, qui fonda par la suite notre organisation Combat ouvrier.

Novembre 1965

Gérard Séné, décédé en 2012, fut le principal fondateur. À ses côtés figuraient François Anaïs, Nicole Littée, et ensuite Max Celeste.

Ces militants, tout en cherchant leur voie, étaient influencés par l'idéologie nationaliste qui à l'époque envahissait l'air du temps. Les guerres anti coloniales d'Algérie, du Vietnam, la lutte des Noirs américains, celle de Fidel Castro et Che Guevara, enflammaient l'imagination de la jeunesse politisée. Ces camarades en subissaient donc tout naturellement l'influence.

C'est en rencontrant à Paris des militants du groupe trotskyste de l'UC (Union communiste) qui éditait le journal Voix ouvrière (aujourd'hui Lutte ouvrière) que les fondateurs de notre groupe ont rompu avec le nationalisme. Ils furent gagnés par les idées communistes révolutionnaires et trotskystes. Léon Trotsky avait, en effet, été le seul dirigeant de la révolution d'octobre 1917 en Russie à expliquer les causes de la dégénérescence de l'URSS et à proposer une ligne politique en rupture avec le stalinisme et contre lui.

Comme Voix ouvrière, notre groupe se réclamait et se réclame encore aujourd'hui de la filiation idéologique communiste qui, de Karl Marx et Friedrich Engels puis Lénine, conduisit à la révolution d'Octobre 1917 en Russie et à la fondation du premier État ouvrier de l'histoire.

La source des idées communistes révolutionnaires et trotskystes

La révolution russe menée par le Parti Bolchévik, le parti que Lénine fonda en 1903, fut suivie d'une vague révolutionnaire dans toute l'Europe, notamment en Allemagne. Mais l'échec de la révolution allemande isola la Russie. D'autant que le nouvel État ouvrier était encerclé par au moins 14 armées bourgeoises envoyées pour étouffer la révolution et l'empêcher de s'étendre. Cette guerre fut remportée par l'État ouvrier russe en 1922 mais au prix de la perte de nombreux travailleurs dont des militants ouvriers de grande valeur. Une couche de bureau-

crates menés par Joseph Staline s'installa au pouvoir et parasita l'appareil de l'État ouvrier. Le stalinisme transforma l'État ouvrier russe en une sombre dictature criminelle.

Lénine mourut en janvier 1924 et Staline fit éliminer toute la génération des révolutionnaires d'octobre. Exilé à Mexico, Trotsky fut assassiné en 1940 par un sbire de Staline.

Trotsky fonda l'opposition de gauche en URSS et la quatrième internationale à l'approche de la deuxième guerre mondiale.

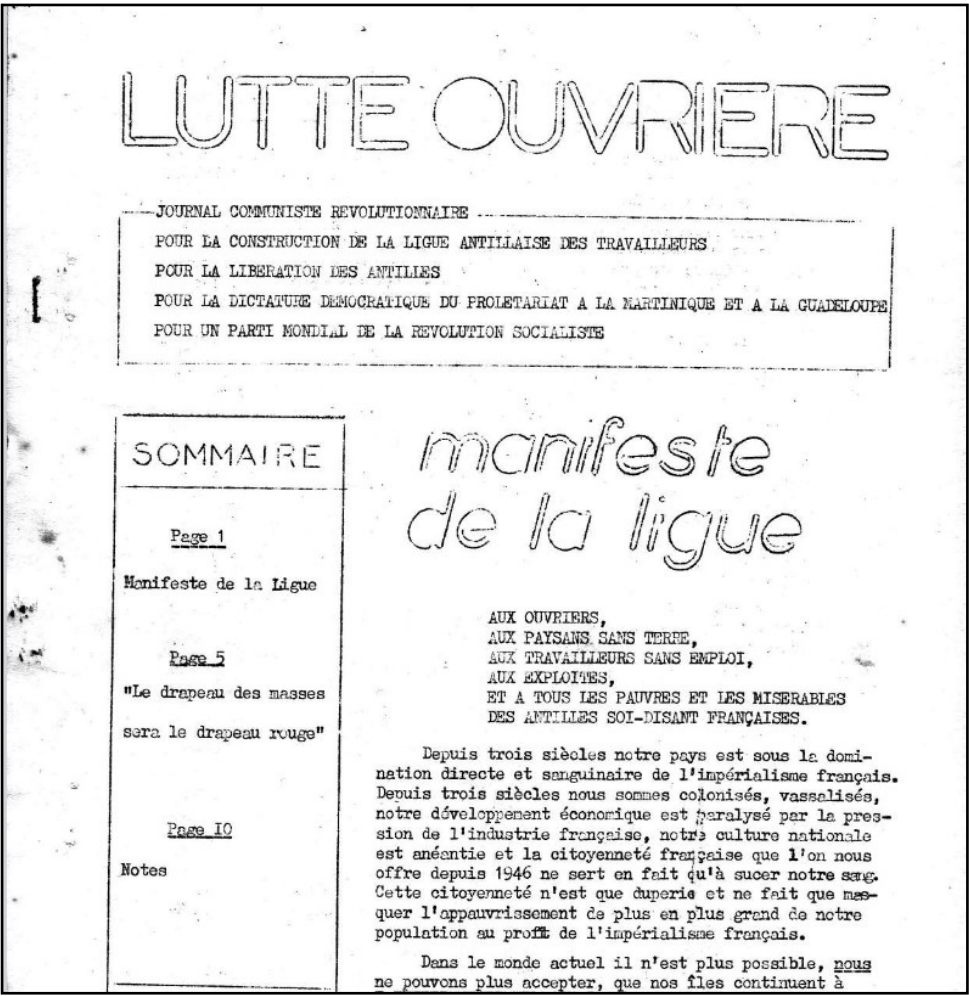
En créant une organisation communiste révolutionnaire antillaise et trotskyste il s'agissait d'accomplir les premiers pas dans la voie de la préparation de la révolution communiste aux Antilles colonisées par l'impérialisme français. Il s'agissait d'affirmer qu'il existait une autre voie pour les travailleurs des Antilles, celle du communisme révolutionnaire. Une autre voie que celle défendue par les partis ouvriers staliniens et réformistes.

Nationalisme et communisme révolutionnaire

Notre groupe d'origine a forgé aussi sa personnalité politique face aux courants nationalistes et tiers-mondistes qui influençaient à cette époque une partie de la jeunesse et des travailleurs antillais. Il en était ainsi du GONG (Groupe d'organisation nationale de la Guadeloupe) fondé à Paris deux ans plus tôt, en 1963, ou de l'OJAM (organisation de la jeunesse anticolonialiste martiniquaise).

Revendiquer uniquement l'indépendance de la Guadeloupe et de la Martinique sans poser la question des classes sociales et du rôle révolutionnaire des masses laborieuses, ou en la posant en deuxième lieu, signifiait préparer la population à se soumettre à une bourgeoisie noire exploiteuse à la tête d'un futur État capitaliste guadeloupéen ou martiniquais.

L'affrontement idéologique se faisait dans les réunions de l'AGEG (association générale des étudiants guadeloupéens) et de l'AGTAG (association générale des travailleurs antillo-guyanais) et dans le milieu des



La Une du premier numéro du journal ronéotypé « Lutte ouvrière » sur lequel est paru le « Manifeste de la Ligue ».

étudiants et travailleurs antillais émigrés. Le massacre de mai 67 en Guadeloupe puis la grève générale de mai 68 en France suscitaient des discussions passionnées et interminables.

À cette époque, l'une de nos principales activités pratiques fut la publication et la diffusion sur les lieux de travail, dans les hôpitaux, les centres postaux, d'un bulletin ronéotypé Gro Ka écrit exclusivement en créole. C'était l'une des premières publications en langue locale. Ce bulletin constituait un moyen privilégié pour s'adresser aux travailleurs antillais émigrés.

Le retour aux Antilles

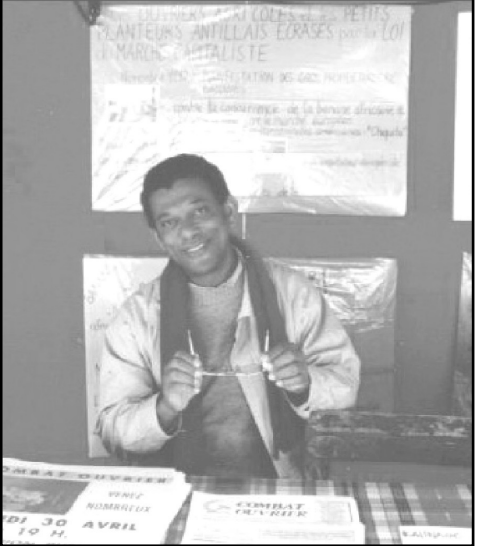
Après avoir milité plusieurs années à Paris, les militants de la Ligue organisèrent leur retour en Guadeloupe en 1971 puis en Martinique en 1972 pour s'y implanter politiquement. Leur journal hebdomadaire puis leur organisation prirent le nom de Combat ouvrier en 1971. L'hebdomadaire, puis ensuite le quinzomadaire, ne furent plus ronéotypés mais imprimés.

Soixante ans après la publication du Manifeste de la ligue, nous assurons la continuité des idées communistes révolutionnaires sur les deux îles. Nous maintenons le drapeau rouge parmi les masses laborieuses avec l'objec-

tif de créer un parti ouvrier révolutionnaire.

Le parti que nous voulons n'existe pour le moment nulle part dans le monde en raison du recul du mouvement ouvrier. Cependant, affaiblie idéologiquement aujourd'hui, la classe ouvrière reste la seule classe capable de renverser le capitalisme lorsqu'elle retrouvera ses forces.

Dans le prochain numéro, nous relaterons la période du groupe Barta qui permit la formation des militants qui fondèrent Voix ouvrière en 1956 puis Lutte ouvrière en 1968. Une origine lointaine (1939) mais dont la filiation compte évidemment aussi pour notre groupe Combat ouvrier.



Notre camarade Gérard Séné, décédé le 3 février 2012.

COP 30 : manifestation des peuples autochtones

Le 15 novembre, plusieurs milliers de personnes, des peuples autochtones et des militants, ont manifesté dans les rues de Belém, au Brésil, où se déroule la trentième conférence de l'ONU sur le climat, la COP30.

L'objectif était de faire pression sur les négociateurs participant à la conférence sur le climat. Les 11 et 14 novembre, des manifestants ont forcé et bloqué l'entrée du site de la COP. Ils ont obtenu une rencontre avec des responsables brésiliens. Ces manifestants dénoncent la destruction des terres, des forêts et leur empoisonnement, liés à l'exploitation des compagnies minières et de l'agrobusiness. Ils dénoncent l'utilisation des énergies fossiles comme le gaz et le pétrole. Des groupes de pêcheurs brésiliens ont fait part de leur opposition au projet d'exploration de pétrole au large de l'embouchure de l'Amazone. Ils se souviennent de la marée noire qui a touché plus de 2000 km de côtes du nord-est brésilien. Ce fut l'une des plus grandes catastrophes environnementales. Ces populations espèrent que leurs voix soient entendues mais tant que la planète sera dirigée par les capitalistes, les peuples continueront de subir les consé-



Des manifestants des peuples autochtones mobilisés devant le site de la COP30, le 14 novembre 2025, Belém, Brésil.

quences des catastrophes climatiques liées aux décisions économiques.

Budget : le PS à la rescousse de Lecornu

Nous publions ci-dessous un article de notre camarade Serge Benham de Lutte ouvrière.

Samedi 8 novembre, grâce aux voix du Parti socialiste et à l'abstention de députés écologistes et PCF, l'Assemblée nationale a voté la partie « recette » du budget de la Sécurité sociale. Le prétexte avancé par le Parti socialiste est que ce vote permet aux députés de continuer les débats et d'examiner la partie « dépenses » de la Sécurité sociale, la partie qui, selon Olivier Faure, contient « le musée des horreurs » mais aussi la fameuse « suspension » de la réforme des retraites que le PS a exigée pour ne pas censurer le gouvernement. Le PS se targue donc d'avoir « corrigé en profondeur le projet du gouvernement », dans lequel il n'y aurait plus d'« horreurs ». En réalité, il entérine un certain nombre de mesures anti-ouvrières, comme la baisse des cotisations patronales sur les heures supplémentaires ou la hausse de la CSG sur l'épargne salariale et les plans d'épargne logement. Il

avalise aussi des recettes qui épargnent encore et toujours les entreprises et leurs profits. Ainsi, les laboratoires pharmaceutiques, qui se gavent sur le budget de la Sécurité sociale à hauteur de plusieurs dizaines de milliards par an, ne seront pas mis à contribution, ni les banques qui encaissent pourtant chaque année plusieurs milliards d'euros au titre des intérêts sur les emprunts de la Sécurité sociale. Les recettes de celle-ci continueront donc d'être alimentées presque exclusivement par les salariés, au travers des cotisations sociales. Le problème du PS n'est pas le financement de la Sécurité sociale mais ses ambitions politiques. Il a de toute évidence fait le choix de la « responsabilité » vis-à-vis de la bourgeoisie en offrant une solution parlementaire au gouvernement Lecornu. Il faut aussi dire qu'il est motivé par ses propres positions : si le gouvernement tombait et que des élections légis-

latives avaient lieu aujourd'hui, bien des députés PS ne retrouveraient sans doute pas leur poste. L'un dans l'autre, le PS fait ce qu'il sait faire : contribuer au fonctionnement de la machine étatique de la bourgeoisie, pour le profit de celle-ci et dans son intérêt politique bien compris. L'Assemblée nationale s'est penchée ensuite sur le volet des « dépenses », examiné depuis samedi 8 novembre, avant de partir au Sénat mercredi 12 au soir. Le gouvernement et le PS jouent visiblement la montre, pour ne pas avoir à assumer ce budget par un vote, en prétextant du calendrier trop serré. La Constitution prévoit qu'au bout de 50 jours sans vote du Parlement – un délai qui sera atteint le 12 décembre – le gouvernement a la possibilité d'appliquer par ordonnance le budget de la Sécurité sociale qu'il avait initialement prévu. Toutes ces manœuvres, dont les classes populaires feront les frais sur leur santé et

leurs revenus, amènent Mélenchon et LFI à dénoncer le PS, qui aurait changé de camp, ainsi que les députés écologistes et du PCF, qui le soutiennent de fait. Mais ni le PS, ni les écologistes, ni même le PCF n'ont changé de camp. Depuis 1981, ces partis ont gouverné ensemble pendant vingt années cumulées, de Mitterrand à Hollande en passant par Jospin, contre les travailleurs, multipliant les « réformes » anti-ouvrières de la Sécurité sociale et des retraites, y compris avec la participation assumée de Mélenchon. Il y a à peine plus d'un an, ces partis, jusqu'à LFI, étaient alliés, prêts à gouverner ensemble, au sein du NFP, et en tout cas d'accord pour permettre l'élection de députés macronistes ou LR au nom d'un « front républicain » contre le RN. Cela dit assez que, pour les travailleurs, il n'y a rien à attendre de ces alliés d'hier qui se déchirent aujourd'hui.



Haïti

Mercenaires contre gangs

Le week-end du 14 novembre, le gouvernement a lancé le groupe de mercenaires Blackwater contre les gangs qui contrôlent le nord de la capitale.

Les gangs, qui possèdent des armes lourdes et de possibles véhicules blindés, tentent d'avancer vers le centre du pays. Dans l'affrontement, ils ont perdu un blindé, des fusils d'assaut. Plusieurs de leurs hommes ont été tués. Dans la même zone, ils ont lancé une attaque contre l'ambassade américaine et ont été repoussés par les Marines américains. En réplique les gangs malmenés ont déclaré que dorénavant c'est « à la guerre comme à la guerre », laissant entendre qu'ils ne feront pas de quartier. C'est déjà le cas, ils tuent les habitants qui fuient, détruisent et brûlent les maisons, coupent les routes, tendent des pièges aux policiers. Lundi 17 novembre ils ont lancé une journée noire sur Port-au-Prince, avec fermeture des commerces, des écoles, interdisant la

circulation dans les rues. L'activité a été interrompue sur les grands axes durant la journée. Les gangs agissent en toute impunité, l'État est incapable d'intervenir et il existe des connivences dans la police ou d'autres instances du gouvernement. Dans les quartiers qu'ils occupent, les bandits cherchent à se fondre dans la population. Sous la menace ils imposent leur présence et se sont installés chez les gens. Ils y ont monté des postes de commandement, les guetteurs sont des jeunes qui préviennent de l'apparition des policiers. Si les mercenaires et la police sont maîtres dans les airs, sur terre c'est différent face aux gangs lourdement armés. Ces derniers mènent aussi une propagande contre les indus-



Une rue de la capitale déserte le 17 novembre.

triels, les potentats habituels d'Haïti, mais la population n'est pas dupe. Barbecue affirme lutter contre les assaillants étrangers et sous prétexte de protéger la population il la rançonne. Sous l'emprise des gangs, les industriels, les possédants poursuivent leurs activités et bénéfices, tous tirent profits de la si-

tuation sur le dos et le sang des masses. La population des quartiers en subit les conséquences jusqu'à ce qu'elle trouve les ressources nécessaires pour transformer ceux qui résistent individuellement en une force organisée pour répliquer aux bandits et leurs commanditaires.

Outre-mer

LODEOM : le patronat rassuré !

Lors des discussions sur le budget 2026 à l'Assemblée nationale, la menace qui planait sur les aides accordées aux patrons des petites entreprises d'Outre-mer a été vaillamment écartée.

Il s'agit des aides attribuées dans le cadre de la LODEOM (Loi pour l'ouverture et le développement économique de l'Outre-mer). Elles devraient donc être maintenues. En désignant salariés et chômeurs comme principales « victimes » d'un coup de rabot à leurs aides, les patrons ont fait mouche. Ainsi Hervé Mariton, président de la FEDOM, (Fédération des entreprises d'Outre-mer), déclarait dès octobre dernier dans sa lettre d'information : « ...au final, ce sont les salariés qui trinqueront, les chômeurs qui ne verront pas de nouvelles portes s'ouvrir (...) ». Le député de Guadeloupe, Christian Baptiste tenait le même langage « Réduire les dispositifs fiscaux ultramarins, c'est fragiliser nos entreprises, mettre en péril l'emploi et compromettre la cohésion sociale qui fait vivre nos territoires ». En fin de compte, les députés n'ont pas voté la diminution



Le député Christian Baptiste à l'Assemblée nationale.

des aides de la LODEOM. Le premier ministre, Lecornu, a même voulu se montrer magnanime en déclarant que son gouvernement ne chercherait pas à remettre en cause ce vote ! Le patronat peut désormais être rassuré, il continuera à être arrosé ! Vite fait,

bien fait ! Comme d'habitude, tout ce petit monde politicien se montre très compréhensif et efficace vis-à-vis du patronat. Ce n'est sûrement pas le cas lorsqu'il s'agit de revendications des travailleurs et des classes populaires !

ABONNEMENT

12 MOIS :
Sous pli fermé 33 €
Sous pli ouvert 25 €
Je désire m'abonner au journal Combat ouvrier pour une période de mois.

NOM :
Prénom :
Adresse :

Ci-joint par chèque la somme de euros.
Règlement par chèque adressé à :
M. Philippe ANAÏS
Combat ouvrier
1111 Rés. Matélie, L'Aiguille -
97 128 GOYAVE - Guadeloupe,
Antilles Françaises

Responsable de la publication : P. ANAÏS
Adresser toute correspondance
EN GUADELOUPE : Philippe Anaïs
1111 Rés. Matélie, L'Aiguille, 97128
GOYAVE—Guadeloupe
Tel : 0690 73 48 93
EN MARTINIQUE : Louis MAUGÉE
BP 821 97258 FORT-DE-FRANCE Cedex
Tel : 0696 82 26 21
Composition - Impression Imp. ERAPRESS
Commission paritaire : 51728
Site internet : combat-ouvrier.com
Courriel : redaction@combat-ouvrier.com
Page Facebook :
<https://www.facebook.com/CombatOuvrier1>